

**CPAM DE LA LOIRE  
3 Parvis Pierre Laroque  
42000 - SAINT-ETIENNE**

Marché public de services

---

**Réalisation pour le compte de la CPAM de la Loire des missions  
relevant du périmètre d'activité des Centres d'Examen de Santé**

Procédure adaptée

---

## **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)**

**Date limite de remise des offres : 23 septembre 2025 à 12h00**

# **SOMMAIRE**

## **1. Présentation des CES**

- 1.1. Missions des CES
- 1.2. Organisation en réseau des CES
- 1.3. L'organisation interne des CES

## **2. OBJET DU MARCHÉ ET PRESTATIONS ATTENDUES**

- 2.1. Réalisation des examens de prévention en santé
- 2.2. Réalisation de l'offre d'éducation en santé
- 2.3. Réalisation des entretiens individuels de prévention
- 2.4. Réalisation des consultations de sevrage tabagique
- 2.5. Réalisation de Mon Bilan Prévention
- 2.6. Réalisation d'actions de santé publique

## **3. MOYENS, RESSOURCES ET ORGANISATION**

- 3.1. Immobilier
- 3.2. Mobilier
- 3.3. Matériel médical
- 3.4. Ressources humaines et formations
- 3.5. Biologie
- 3.6. Utilisation du système d'information

## **4. DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES**

## **5. SUIVI DE L'ACTIVITE**

- 5.1. Statistiques
- 5.2. Instance de suivi et de coordination
- 5.3. Réunion de démarrage

## **6. QUALITE DE SERVICE**

- 6.1. Accueil du public
- 6.2. Démarche qualité

# 1. OBJET DU MARCHÉ ET PRESTATIONS ATTENDUES

## 1.1. Missions des CES

Le Centre d'examen de santé a pour activité principale la réalisation d'examens de prévention en santé (EPS).

Cette offre de service, destinée prioritairement aux assurés en situation de vulnérabilité, intègre une offre d'information et d'accompagnement appropriée vers les droits et le système de santé.

L'EPS doit être réalisé conformément au référentiel de pratique et des règles de modulation en vigueur. Il comprend à minima l'ensemble du socle. L'ensemble du référentiel et les mises à jour de nouvelles recommandations médicales sont mises à disposition des professionnels sur le site CESNET du CETAF. Les mises à jour font l'objet d'une information des structures.

Le Centre d'examens de santé assure également d'autres missions :

- . Éducation en santé individuelle
- . Éducation en santé collective
- . Éducation thérapeutique
- . Entretien individuel de prévention
- . Accompagnement au sevrage tabagique

Les CES sont donc des acteurs à part entière de la politique de prévention et de gestion des risques de l'Assurance Maladie.

Cela se traduit également par :

- Le renforcement des passerelles entre l'offre des CES et les autres offres de services en santé de l'Assurance Maladie (programmes SOPHIA, M'T Dents...)
- La mise en œuvre de programmes inscrits dans les plans de santé publique dans lesquels l'Assurance Maladie est impliquée (vaccination, dépistages organisés des cancers, réduction du tabagisme...)
- Le développement d'actions d'information, de prévention et d'accompagnement personnalisées, notamment pour les patients souffrant de pathologies chroniques ;
- Le renforcement d'actions de lutte contre les inégalités de santé :

Le ciblage au profit prioritairement des personnes éloignées du système de santé,

Le développement d'une offre d'information sur les droits et le système de santé,

L'accompagnement vers les droits (Complémentaires Santé Solidaire...) et les soins (orientations).

Des objectifs et un contenu national ont été définis dans le respect des engagements pris dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion (COG) signée entre l'Etat et la CNAM. Les prestations sont réalisées dans le respect de ces contenus détaillés soit dans des kits méthodologiques, des boîtes à outils, des protocoles, ou des cahiers des charges mis à disposition par le CETAF sur son site CESNET pour l'ensemble des CES. En ce qui concerne les programmes d'éducation thérapeutique, ils suivent des modalités validées

par un conseil scientifique. Ils sont soumis à une autorisation de l'ARS concernée, demandée par la CNAM.

Les prestataires s'engagent à suivre les évolutions de l'ensemble des missions sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant. Il s'engage également à suivre toute nouvelle évolution définie par la CNAM.

## 1.2. Organisation en réseau des CES

Les CES sont répartis sur l'ensemble du territoire national métropolitain et en Outre-Mer. Le réseau des CES compte une centaine de structures (centres, antennes et sites délocalisés).

Les CES sont gérés selon les grands types de structure suivants :

- Les CES en gestion directe qui sont des services de leur CPAM
- Les CES conventionnés qui sont gérés par un prestataire externe conventionné, qu'il s'agisse d'une association ou d'un hôpital
- Les Unions de Caisse qui proposent l'offre des CES dans le cadre d'une organisation mutualisées pour les CPAM de leur territoire.
- Les structures qui proposent l'offre des CES dans le cadre d'un marché public qui les relie aux CPAM.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les CES sont soutenus par le Centre Technique d'Appui et de Formation (CETAF) créé à l'initiative de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie. Il assure la déclinaison opérationnelle des orientations stratégiques pour les centres d'examen de santé figurant dans la convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

A ce titre, il lui revient de :

- Proposer à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des plans d'action pour les centres d'examen de santé ainsi que des outils pour le suivi des activités qui en découlent.
- Assurer l'animation, la coordination et le soutien (technique, méthodologique et en formation) des centres d'examens de santé, nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle des orientations nationales.

Il assure une veille sur les aspects scientifiques et réglementaires pouvant intéresser l'activité des centres d'examen de santé en lien avec les professionnels concernés.

## 1.3. L'organisation interne des CES

Afin de réaliser l'ensemble de ses missions, le CES est composé d'une équipe pluridisciplinaire médicale (médecins, dentistes), paramédicale (infirmiers) et d'une équipe administrative.

Acteurs de l'accès aux droits et aux soins, il travaille en étroite collaboration avec les autres services de la CPAM, en particulier le service prévention, la Mission accompagnement santé (MAS) et le service social.

La réalisation des missions comprend également des prestations de biologie. Ainsi le CES travaille en relation avec un laboratoire d'analyse médicale pour le traitement des prélèvements biologiques.

## 2. OBJET DU MARCHÉ ET PRESTATIONS ATTENDUES

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre, par une structure extérieure, des missions des centres d'examens de santé prévus pour les assurés sociaux, et destinés prioritairement aux populations en situation de vulnérabilité, ainsi que des prestations entrant dans le cadre d'actions de Santé Publique, l'information aux assurés et le cas échéant la participation à des études, définies au niveau national, pour le nord du département afin de permettre une couverture de l'ensemble du territoire ligérien.

Ce marché a également comme objectif de régir les relations et les procédures entre la CPAM et la structure chargée de la mise en œuvre des missions des CES.

Les décisions prises au niveau national (Caisse Nationale d'Assurance Maladie CNAM) quant aux orientations, aux règles de conventionnement et au financement des Centres d'Examens de Santé, s'imposent aux parties signataires.

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Examen de prévention en sante (EPS)
- Séance d'informations collectives
- Entretien individuel de prévention (EIP)
- Consultation tabacologique
- Mon bilan prévention (MBP)

Le volume prévisionnel de réalisation, non contractuel est fixé à :

Année	Nombre d'EPS
2026	1700
2027	1700
2028	Le nombre d'EPS pour l'année 2028 sera communiqué ultérieurement en fonction des objectifs fixés dans la prochaine COG.

Année	Pourcentage d'EPS précaires
2026	65 %
2027	65 %
2028	Le nombre d'EPS Précaires pour l'année 2028 sera communiqué ultérieurement en fonction des objectifs fixés dans la prochaine COG.

Année	Pourcentage d'EPS Primo consultants
2026	85 %
2027	85 %
2028	Le nombre d'EPS Primo consultants pour l'année 2028 sera communiqué ultérieurement en fonction des objectifs fixés dans la prochaine COG.

Année	Nombre d'EIP et/ou MBP
2026	250
2027	300
2028	Le nombre d'EIP pour l'année 2028 sera communiqué ultérieurement en fonction des objectifs fixés dans la prochaine COG.

A titre indicatif, le budget alloué pour l'année 2025 à ces prestations est d'environ 502 000 € TTC.

Chaque année, la Caisse primaire d'assurance maladie de la Loire indiquera (via la convention) voir article 4. « Dispositions conventionnelles » du présent CCTP, au titulaire, le budget qu'elle alloue à ces prestations. Tout dépassement de quantité fixée dans la convention annuelle, ne pourra faire l'objet d'une dotation complémentaire.

## 2.1 La réalisation des examens de prévention en santé

### 2.1.1 Les objectifs de l'Examen de Prévention en Santé

Ils sont définis comme suit :

- Permettre aux consultants de :
  - Bénéficier d'actions de dépistage s'appuyant sur les recommandations actuelles
  - Faire le point sur sa santé en individuel (approche globale, médicale et éducative) en leur proposant le cas échéant une offre complémentaire fondée sur une approche éducative
  - S'inscrire ou se réinscrire dans un parcours de soins, coordonné par le médecin traitant
  - Bénéficier, en lien avec le médecin traitant et au regard des préconisations de l'examen de prévention en santé, d'orientations dans le système de santé pour des prises en charge médicales et/ou éducatives adaptées
- Permettre au médecin traitant de bénéficier :
  - D'un éclairage complémentaire, notamment éducatif et préventif, sur l'état de santé et les habitudes de vie de son patient par une équipe pluri-professionnelle
  - D'un soutien dans l'orientation de son patient vers des prises en charge spécifiques notamment éducatives.

### 2.1.2 Le contenu de l'examen de prévention en santé

Il est régi par un « Référentiel de pratiques » édités par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, qui prend en compte les recommandations émises dans le domaine de la prévention, notamment celles de la Haute Autorité de Santé (HAS). Les recommandations sont à considérer comme un guide pour l'action. Le référentiel se trouve en annexe 1 du présent CCTP.

Le Centre Technique d'Appui et de Formation des Centres d'Examen de Santé rédige et actualise les fiches techniques correspondant à ces recommandations. Chaque examen à effectuer et chaque problématique susceptible d'être rencontrée sont ainsi décrits de façon détaillée. Quelques exemples de fiches techniques dans l'annexe 2 du présent CCTP.

Les annexes au présent CCTP sont à jour à la date de publication du présent marché mais pourront être mises à jour par le Centre Technique d'Appui et de Formation en cours de marché. Les dernières versions en vigueur devront être prises en compte et respectées sur toute la durée du marché.

### 2.1.3 Le déroulé de l'EPS

#### Accueil des consultants et questionnaire médical

L'EPS s'appuie sur un questionnaire, accessible sur le site du CETAF, qui sera proposé systématiquement : le questionnaire socio-administratif et médical (QSAM). Il permet d'apprécier la situation administrative, sociale, familiale du consultant et abordent ses antécédents et comportements au regard de la santé, des troubles et affections qui le concernent.

Ce questionnaire QSAM en annexe 3 du présent CCTP transmis au moment de l'invitation est rempli par le consultant avant de venir passer l'EPS. Il sera repris au moment de l'accueil du consultant pour l'élaboration

du dossier médical et au besoin complété à l'arrivée sur place. La confidentialité des données doit être garantie.

Ce QSAM pourra être complété tout au long de l'examen par d'autres questionnaires selon l'appréciation des médecins et IDE afin de déterminer les besoins du consultant.

L'accueil administratif du consultant permet également un accompagnement aux droits et aux soins.

Les structures candidates préciseront les modalités d'accueil des consultants, voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

## **Examens cliniques et tests paracliniques**

L'EPS est un moment privilégié pour faire le point sur sa santé en individuel (approche globale, médicale et éducative) et proposer une offre complémentaire fondée sur une approche éducative individuelle et/ou collective, s'inscrire ou se réinscrire dans un parcours de soins.

Pour ce faire, le consultant bénéficie d'une consultation médicale ET paramédicale.

Celles-ci permettront d'identifier quels sont les besoins de ce dernier afin de lui proposer un accompagnement personnalisé modulé entre autres selon l'âge, le sexe, les facteurs de risque du consultant et ses préoccupations :

- Tests paracliniques :
  - Examens biologiques : sang, urines ...
  - Biométrie
  - Électrocardiogramme
  - Spirométrie
  - Mesure de l'acuité visuelle et auditive
- Examen bucco-dentaire
- Vaccination
- Et autres tests selon le référentiel (frottis...)
- Intervention éducative brève

Les publics précaires et/ou fragiles doivent être l'objet d'une attention particulière, dans lequel les facteurs sociaux de la personne doivent être pris en considération.

Les professionnels s'appuieront sur un tableau synthétique de modulation mis à disposition et actualisé par le CETAF, en annexe 4 du présent CCTP.

La remise des premiers résultats sera effectuée oralement par le médecin avec proposition d'orientation vers les offres propres du CES ou vers le système de santé (médecin traitant, urgences, associations...) selon les besoins du consultant.

L'organisation projetée sera décrite de façon détaillée : voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

## Les orientations possibles

Les orientations qui font suite à l'EPS visent à assurer une continuité dans la prise en charge du consultant dans le système de santé, coordonnée par le médecin traitant lorsqu'il y en a un. Le médecin traitant est donc systématiquement (sous réserve de l'accord de l'assuré) informé par le titulaire du marché de la réalisation de l'examen, de son contenu, ainsi que des orientations hiérarchisées avec le consultant, selon les constats réalisés au moment de l'EPS. Les orientations font partie de l'EPS.

Les orientations peuvent être médicales, sociales ou médico-sociales et proposées, si nécessaire, au consultant.

Ces orientations doivent se faire vers des professionnels et structures appropriées:

- Offres propres du CES : Entretien individuel de prévention, séances collectives d'éducation en santé, consultations de sevrage tabagique....
- Médecins traitant ou tout autre médecin (en cas d'urgences, de situation grave ou préoccupante...)
- Misas
- Autres dispositifs de l'Assurance Maladie (SOPHIA, MT' Dents...)
- Autres partenaires externes...

Le titulaire doit ainsi s'inscrire dans un réseau de partenaires d'aval, structures vers lesquelles s'opèrent les orientations, en accord avec l'assuré, à l'issue de l'EPS.

Une coopération avec la mission accompagnement santé, est attendue, l'examen de prévention en santé et ses différents temps d'échanges constituant un moment privilégié pour aborder la question de l'effectivité des soins nécessaires.

Le soutien de la mission accompagnement santé porte l'accompagnement vers une couverture assurantielle complète, une aide à s'inscrire dans un parcours de soins qui se base en premier lieu sur le recours à un médecin traitant et sur l'aide à la levée des freins, économiques et autres, à la bonne réalisation des soins.

Ainsi, le titulaire sera un détecteur privilégié de situations de renoncements et/ou de difficultés d'accès aux soins transmises à la mission accompagnement santé. Il sera un interlocuteur privilégié pour la réalisation d'un bilan de prévention pour les personnes accompagnées par la mission accompagnement santé.

Le titulaire du marché s'engage à rendre compte du nombre d'orientations proposées vers la MISAS dans un reporting mensuel à l'organisme.

Les structures candidates décriront de façon précise les modalités qu'elles envisagent pour la mise en œuvre de l'orientation des consultants et préciseront les conditions de prise en compte des différentes offres de service de la CPAM de la Loire.

Elles décriront les modèles d'expériences éventuellement engagées dans le domaine de la prise en charge des populations précaires et les réseaux sur lesquels elles peuvent s'appuyer.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

A titre complémentaire, le titulaire veillera à assurer une information sur l'utilisation de Mon espace santé.



## La transmission des résultats de l'EPS

Le médecin ayant vu le consultant rédige un compte-rendu et une synthèse de l'EPS reprenant les différents éléments cliniques, paracliniques, biologiques et accompagnement en santé de l'examen.

La transmission des résultats de l'EPS doit être effectuée conformément aux règles relatives au secret médical. Cette transmission est à la charge du titulaire et doit être conforme à l'annexe 1 du présent CCTP « Référentiel de pratique de l'Examen de Prévention en Santé » en vigueur.

La synthèse, le compte-rendu et les différents résultats sont transmis :

- Au consultant
- Au médecin traitant avec l'accord du consultant ou à tout autre médecin expressément désigné.

Le délai entre la réalisation d'un examen de prévention en santé et le rendu des conclusions devra être raisonnable et compatible avec l'état de santé du patient.

En cas d'événements médicaux urgents, préoccupants ou graves, le résultat est remis en mains propres par le médecin examinateur, selon la procédure en vigueur dans la structure, pour orientation vers le système de soin. Le médecin examinateur est amené à contacter le médecin traitant ou tout autre médecin identifié pour s'assurer de la prise en charge du consultant en accord avec ce dernier.

Les modalités de transmission des résultats seront adaptées aux possibilités proposées par le système d'information.

Les structures candidates décriront de façon précise les modalités qu'elles envisagent de mettre en œuvre pour la remise des résultats aux consultants et aux médecins concernés.

Le candidat indiquera également le délai de remise des résultats.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

## Suivi des Orientations

L'objectif du suivi d'une orientation auprès du consultant est d'accompagner le consultant dans la réalisation de la prise en charge convenue au cours de l'EPS et de soutenir sa motivation pour l'accompagner vers la réalisation des soins.

Il peut s'agir du suivi des orientations urgentes, graves ou préoccupantes mais aussi de suivis identifiés comme socles et correspondant à certaines situations en raison de leur impact sur la morbidité.

Les situations cliniques faisant l'objet de suivis socle des orientations sont détaillées dans l'annexe 5 au présent CCTP.

Les suivis socles se font auprès des consultants concernés et non auprès du médecin traitant.

Au-delà des urgences ou des suivis socles des orientations, le médecin de CES peut selon son jugement

Les structures candidates décriront de façon les modalités qu'elles envisagent de mettre en œuvre pour la mise en place des suivis des orientations répondant aux orientations de la CNAM.

Elles préciseront les modalités d'intervention et d'accompagnement mises en œuvre auprès des consultants.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

clinique, décider de suivre certaines orientations pour certains patients, dans l'objectif de « porter une attention particulière ». Ces suivis sont appelés « suivis individuels ».

A titre informatif, la durée moyenne de la prestation EPS est d'environ 1 heure pour les médecins (incluant temps de synthèse et compte-rendu, suivi des orientations), d'environ 1 heure pour les IDE (incluant les orientations et suivis ainsi que les tâches annexes), d'environ 20 minutes pour le dentiste (incluant dépistage, accompagnement à l'hygiène buccodentaire, suivi des orientations)

#### **2.1.4. Ciblage et invitations**

La CPAM détermine chaque année la liste des populations susceptibles de bénéficier d'un EPS selon les recommandations CNAM. Cette liste de publics n'est pas limitative, elle est susceptible d'évoluer pendant la durée du marché.

Au moment de la diffusion du marché, les populations cibles sont les suivantes :

- Les primo consultants (n'ayant jamais réalisé d'EPS)
- Les personnes éloignées du système de santé dont en particulier les personnes sans médecin traitant
- Les personnes en situation de vulnérabilité sociale
- Les publics jeunes, les jeunes retraités...

La précarité sociale est à ce jour évaluée par le calcul du Score Epices lors de la venue au CES correspondant à un indice supérieur ou égal à 30 (Cf. annexe 6 du présent CCTP)

Les prestations financées sont réalisées au bénéfice des ressortissants du régime général et sont totalement prises en charge par l'Assurance Maladie. Il appartient au titulaire de vérifier les affiliations. En conséquence, tout EPS réalisé pour le compte d'assurés d'autres régimes sera facturé à son organisme de rattachement et fera l'objet d'un décompte à part.

Le ciblage de la population est opéré essentiellement par extraction du Fichier Assurés qui sera communiqué au titulaire par voie dématérialisée selon les recommandations RGPD. Le titulaire du marché adoptera une démarche d'invitation proactive en adaptant les canaux de communication aux différents publics.

Des procédures de rappels seront à envisager pour limiter l'absentéisme.

Néanmoins des ciblage spécifiques peuvent provenir d'autres sources, institutionnelles, associatives, du fait des partenariats mais aussi lors d'action de promotion en aller/vers. Le titulaire doit ainsi s'inscrire dans un réseau de partenaires en charge de la lutte contre la précarité pour un ciblage pertinent des populations prioritaires.

La promotion de cette offre est effectuée au nom de l'Assurance Maladie et porte le logo de la Caisse primaire.

Le titulaire du marché rendra compte à l'organisme du nombre d'invitations transmises et des canaux de communication utilisés (courrier, mail, téléphone).

Le candidat présentera dans son offre les modalités d'envoi des invitations et de rappels.

Les structures présenteront les modalités mises en œuvre pour la promotion de l'EPS auprès des publics à risque et/ou précaires

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

## 2.2 La réalisation de l'offre d'éducation en santé

En complément des actions d'accompagnement en santé individuel réalisées au cours de l'EPS (interventions brèves) selon les besoins des consultants, le titulaire assurera des actions collectives d'éducation pour la santé en réponses aux objectifs de la CNAM et utilisera les outils et kits méthodologiques mis à disposition par le CETAF.

Ces séances collectives pourront être réalisées en amont de l'EPS ou en aval de celui-ci selon les thématiques proposées. Les personnes éligibles seront invitées à des temps spécifiquement dédiés.

- Les séances d'amont permettront la promotion et le recrutement à l'EPS. Pour des groupes déjà constitués, ce sera l'occasion d'aborder en sus une approche globale de la santé.
- Pour les séances d'aval, les professionnels de santé identifient les consultants concernés lors de l'EPS et les orientent vers ces séances.

Elles seront réalisées par du personnel paramédical principalement ou par du personnel formé à l'approche éducative et possédant des compétences et connaissances sur la thématique de la séance.

Le tableau récapitulatif des séances d'éducation en santé est joint en annexe 7 du présent CCTP. Il est susceptible d'évoluer au cours du marché.

A défaut de pouvoir réaliser des séances d'aval, faute de participants, le prestataire pourra proposer des entretiens individuels de prévention.

Les structures candidates décriront de façon précise les modalités qu'elles envisagent de mettre en œuvre pour la réalisation des séances d'éducation en santé collective.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

## 2.3 La réalisation des Entretiens individuels de prévention

Le titulaire devra réaliser des entretiens individuels de prévention (EIP) en réponses aux objectifs de la CNAM et utilisera les outils et kits méthodologiques mis à disposition par le CETAF.

L'EIP a pour objectif d'accompagner les personnes à adopter des comportements favorables à leur santé.

Il s'inscrit en réponse à une thématique identifiée et convenue avec la personne lors de l'EPS ou hors EPS en accès direct. Il se décline sous la forme d'entretiens de type motivationnel d'une durée moyenne de 45 minutes.

Différentes thématiques sont à ce jour identifiées dans le cadre de ces EIP mais sont amenées à évoluer au cours du marché :

- o Tabac
- o Alcool
- o Cannabis
- o Nutrition (alimentation, activité physique, sédentarité)
- o Vie affective et sexuelle
- o Dépistages organisés des cancers
- o Autre thème

Ils seront réalisés par du personnel paramédical principalement ou par du personnel formé à l'entretien motivationnel et possédant des compétences et connaissances sur la thématique de l'Examen Individuel de prévention. Une fiche pratique de conseils pour la réalisation de l'EIP est jointe en annexe 8 au présent CCTP.

La prestation EIP peut se réaliser sous la forme d'un ou plusieurs entretiens (1 à 3) par consultant et par thématique. Ils pourront être réalisés en présentiel ou en distanciel (sous réserve d'un premier entretien en présence de la personne)

A titre informatif, la durée totale nécessaire à la réalisation d'un EIP est estimée à 1 heure (réalisation et synthèse de l'entretien).

Les structures candidates décriront de façon précise les modalités qu'elles envisagent de mettre en œuvre pour la réalisation des EIP.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

## 2.4. La réalisation de l'offre « Tabac, ici commencez à arrêter »

Le titulaire du marché proposera des consultations individualisées pour accompagner l'arrêt du tabac dans le cadre du dispositif « Tabac, ici commencez à arrêter ».

Ce dispositif vise à augmenter l'offre de sevrage tabagique en proposant aux assurés souhaitant arrêter de fumer une prise en charge individualisée avec ou sans prescription de substituts nicotiniques selon les besoins de la personne.

Ce dispositif est financé par un budget FLCA en complément du budget FNPEIS alloué à la structure pour la réalisation de ses missions.

L'offre sera réalisée par du personnel médical ou paramédical possédant des compétences et connaissances sur cette thématique.

Elle répondra aux objectifs de la CNAM et utilisera les outils et kits méthodologiques mis à disposition par le CETAF.

L'offre doit permettre de recruter au sein des consultants fumeurs venus passer un EPS, ceux qui souhaitent s'engager dans une démarche d'arrêt du tabac et / ou de réduction de leur consommation.

Les consultants ayant arrêté depuis peu ou en cours d'arrêt, qui ne sont pas accompagnés et exprime des difficultés peuvent également bénéficier de cet accompagnement.

Il est recommandé une consultation initiale et un suivi hebdomadaire dans un premier temps, puis mensuel pendant les 3 à 6 mois suivants, selon les besoins et les souhaits du consultant. Les consultations initiales sont calibrées sur une durée de 1h, et les consultations de suivi sur une demi-heure.

Les structures candidates décriront de façon précise les modalités qu'elles envisagent pour la mise en œuvre de ce dispositif.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

## 2.5. La réalisation de l'offre « Mon Bilan Prévention »

Une expérimentation est actuellement en cours, avant généralisation à l'ensemble des CES du réseau, sur la mise en œuvre au sein des centres d'un nouveau dispositif actuellement déployé en ville par des PS libéraux : « Mon Bilan Prévention ».

Le titulaire sera en mesure de proposer cette offre au moment de la généralisation.

L'objectif principal de ces bilans est d'initier une démarche de sensibilisation et de prévention individualisée. Ce temps d'échange, d'une durée prévue de 30 à 45 minutes, réalisé par du personnel paramédical principalement, est l'occasion pour la personne de faire le point sur ses habitudes de vie et son environnement, de comprendre les déterminants de santé et de modifier ses comportements. Il aboutit à la rédaction d'un plan personnalisé de prévention.

Ces bilans sont destinés à toutes les personnes aux âges clés de la vie, c'est-à-dire entre 18 et 25 ans, entre 45 et 50 ans, entre 60 et 65 ans et entre 70 et 75 ans.

L'articulation de cette offre avec les autres offres du CES est en cours de finalisation. Le titulaire devra mettre en œuvre ces bilans selon les modalités choisies, répondra aux objectifs de la CNAM et utilisera les outils et kits méthodologiques mis à disposition par le CETAF.

Les structures candidates décriront de façon précise les modalités qu'elles envisagent pour la mise en œuvre de ce dispositif lors de sa généralisation  
Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

## 2.6. La réalisation d'actions de santé publique

Une participation aux actions d'information, de prévention et d'accompagnement en lien avec le service prévention de l'organisme est attendue.

Le titulaire du marché participera à la promotion des campagnes de dépistage de l'Assurance maladie (dépistage des cancers, dispositif Sophia, programme M'T Dents...).

Le partenariat avec les services de la Caisse primaire d'assurance maladie de la Loire sera encouragé.

Le titulaire du marché s'engage à rendre compte de ces différentes actions dans un reporting mensuel à l'organisme.

Une participation aux actions de lutte contre les inégalités de santé déployées par la caisse en articulation avec les partenaires locaux, notamment les exercices coordonnés et les professionnels de santé libéraux, et en cohérence avec les actions inscrites dans les contrats locaux de santé et dans les projets de santé des structures d'exercice coordonné est attendue.

## 3. MOYENS ET RESSOURCES

### 3.1. Immobilier

Aucun local n'est mis à disposition par l'organisme pour la réalisation des différentes missions.

Le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations dans des locaux adaptés et garantissant la sécurité de son personnel et des assurés.

Le titulaire s'engage à s'installer dans les locaux et à prendre toutes mesures utiles pour commencer son activité au plus tard au premier janvier 2026.

L'offre délocalisée devra être proposée sur le nord du département de la Loire. Afin que les populations du secteur puissent en bénéficier, le local identifié par le prestataire devra être situé dans une zone facilement accessible aux ressortissants des communes précisées dans l'annexe 9 du présent CCTP.

La localisation et la disposition des locaux devra avoir été décrite.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 3 : présentation des moyens matériels dédiés au marché

## 3.2. Mobilier

Le titulaire s'engage à équiper les locaux des mobiliers et matériels adaptés à la réalisation des missions.

L'ensemble des équipements mobiliers devra avoir été décrit.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 3 : présentation des moyens matériels dédiés au marché

## 3.3. Matériel médical

Afin de garantir la qualité de la prestation, le titulaire s'engage à s'équiper des matériels paracliniques (Electrocardiogramme, spiromètre, audiomètre) permettant d'être interfacés à SAGES 2 et à assurer leur métrologie ainsi que celle des équipements de laboratoires, si le laboratoire est intégré, conformément aux cahiers des charges définis par la CNAM. Elle s'applique également aux sous-traitants en cas de conventionnement avec un laboratoire extérieur.

En supplément du matériel connecté, le titulaire s'engage à mettre à disposition l'ensemble du matériel médical permettant de réaliser la complétude des prestations.

Le titulaire devra produire des documents attestant de la conformité du matériel. A défaut de production de ces documents, et sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, la CPAM pourra lui demander de retirer les matériels non conformes au profit de matériels agréés.

Dans les dix jours suivant la notification d'attribution du marché au titulaire, celui-ci s'engage à fournir les attestations sus mentionnées.

L'ensemble des matériels devra avoir été décrit.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 3 : présentation des moyens matériels dédiés au marché

## 3.4. Ressources humaines et formation

La réalisation de l'EPS exige la présence à minima des personnels suivants : personnel administratif, médecin(s) et infirmier(s), et d'un dentiste pour l'examen bucco-dentaire.

De plus, la présence sur site d'un médecin responsable, ou, à défaut, d'un médecin référent et d'un responsable administratif si le médecin référent n'est pas en responsabilité hiérarchique de l'équipe est vivement recommandée pour assurer l'animation et le fonctionnement du service et des interfaces, et le relais des informations médicales.

Le titulaire veillera à la formation des professionnels afin de garantir le respect des cahiers des charges définis et la pertinence des actions. Ces formations seront de manière privilégiée coordonnées et dispensées par le CETAF.

Le titulaire sera garant de la réalisation de l'ensemble des formations à caractère obligatoire identifiées par le CETAF et rendra compte de leur réalisation.

Les structures candidates décriront le nombre, les fonctions et statuts des personnels et présenteront le plan de formation initiale et continue, les modalités retenues d'organisation de la formation et de l'information des personnels en interne.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 2 : présentation des moyens humains dédiés au marché

### 3.5. Biologie

Les examens biologiques prescrits par le médecin sont pratiqués soit directement par le titulaire, soit par un laboratoire extérieur conventionné avec celui-ci (ce qui implique que les examens de biologie sont facturés directement au titulaire par le laboratoire, le coût de prise en charge est intégré dans l'offre de prix de l'EPS et ne saurait faire l'objet d'une prise en charge en sus).

Les résultats devront être transmis au titulaire dans un délai de 48 heures maximum.

Les examens de biologie pratiqués doivent être conformes à la pratique et à la réglementation encadrant l'activité des laboratoires d'analyse médicale et répondre aux finalités définies dans le référentiel de pratiques de l'EPS.

Le laboratoire qui réalisera les examens biologiques doit se conformer aux directives techniques présentes et futures de la CNAM :

- se prêter aux différents contrôles de qualité réglementaires ou préconisés par la CNAM
- utiliser les techniques ou les méthodes recommandées pour les centres d'examen de santé par le CETAF
- télétransmettre les résultats dans le système SAGES 2 dans le respect du cahier des charges et selon des modalités permettant de garantir la confidentialité des données
- fournir les éléments nécessaires pour extraire les statistiques sur les résultats des analyses et les populations
- fournir une copie de l'accréditation réalisée par un organisme certifié

Le titulaire, ou le laboratoire d'analyses médicales travaillant pour son compte, veillera au strict respect des normes définies pour chaque examen biologique. Les procédures de recueil et de transmission des prélèvements ainsi que les modalités et délais de réception des résultats seront décrites.

Voir cadre mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 1 : organisation pour la réalisation de chaque examen

Le titulaire fournira chaque année les attestations permettant de valider les règles de sécurité en matière de prélèvement.

## DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS

Le titulaire veillera à l'élimination des déchets d'activité de soins conformément aux dispositions du décret n° 97 1048 du 06/11/1997 et de l'arrêté du 14/10/2011 modifiant les arrêtés du 7 septembre 1999 relatifs aux modalités d'entreposage et au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des pièces anatomiques.

Il conclura, à cet effet, une convention avec une société spécialisée, dont copie sera adressée à la CPAM de la Loire.

### 3.6. Utilisation du système d'information

Les données relatives à chaque consultant sont saisies dans le système national d'information des Centres d'Examens de Santé, **SAGES 2**. La structure s'engage à respecter les prérequis techniques nécessaires au déploiement et à l'usage de SAGES 2.

L'Assurance Maladie s'engage à mettre à disposition le logiciel SAGES 2 dans les conditions de sécurité et de confidentialité imposée par la politique de sécurité de la CNAM et de la CPAM de la Loire et à en assurer la maintenance évolutive ainsi que le support lié à son utilisation.

Le système automatisé pour la gestion des examens de santé intervient en effet à toutes les étapes de l'examen de prévention en santé : invitations, vérification des données administratives des consultants, examens précliniques et cliniques, édition des résultats, des synthèses et gestion des suivis des orientations post examens de santé. Il permet aussi la production d'outils standardisés : rapport d'activité, statistiques.

Le système d'information permet également la saisie des données des certaines autres activités du centre (EIP) ou est amené à le faire. Le titulaire aura l'obligation de l'utilisation du SI selon les possibilités évolutives de celui-ci.

Le titulaire du marché s'engage également à réaliser la remontée des indicateurs nécessaires au suivi de l'activité (saisie dans l'outil CESNET par exemple).

L'équipement de la structure en matériel informatique sera nécessaire afin de permettre la saisie directe des examens par les personnels du titulaire du marché : ordinateurs portables, station d'accueil et écrans, imprimantes.

Un réseau internet devra accessible depuis chacune des pièces dans lesquelles se déroulent les examens.

L'outil SAGES est susceptible d'évoluer pendant le déroulement du marché.

En parallèle, le titulaire s'engage, à des fins de suivi d'activité, à utiliser l'outil de pilotage JASPER en lien direct avec SAGES 2.

Le titulaire du marché devra s'équiper du matériel informatique nécessaire, à décrire en alinéa 2, s'engager à intégrer le système national SAGES 2 dès la mise en œuvre des EPS et avoir un accès à internet. Voir cadre de mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 3 : présentation des moyens matériels dédiés au marché

Les personnels intervenant pour réaliser les EPS de la CPAM de la Loire devront suivre la formation prévue par la CNAM pour l'utilisation de la dernière version du logiciel SAGES 2.



## 4. DISPOSITION CONVENTIONNELLE

Une convention conclue entre la CPAM de la Loire et le titulaire sera signée chaque fin d'année pour l'année N+1. Cette convention définira les dispositions générales en matière de gestion et ses relations avec la CPAM.

Elle prévoira notamment :

- La liste des différentes prestations à mettre en œuvre
- Les quantités précises d'examen à réaliser pour l'année à venir
- Le budget annuel à ne pas dépasser

La convention qui sera mise en place avec le titulaire aura une durée d'un an à compter du 1 janvier 2026 et sera renouvelée 3 fois.

## 5. SUIVI DE L'ACTIVITE

### 5.1. Statistiques

Chaque mois, le titulaire fournit à la CPAM de la Loire les statistiques d'activité reprenant l'ensemble des données d'activité, nécessaires aux remontées CNAM à l'aide d'un tableau de bord spécifique.

Chaque trimestre, le titulaire s'engage à réaliser via un outil disponible dans l'intranet du CETAF (CESNET) les remontées d'activités COG vers la CNAM.

Chaque année, avant le 01 Mars, le titulaire fournit à la CPAM de la Loire un document récapitulatif de l'ensemble des données utiles à la rédaction du rapport d'activité global du CES de la CPAM de la Loire, ce dernier étant à charge de communiquer le type de données à fournir parmi lesquelles figureront les ressources humaines (type de professionnels impliqués et temps passé par professionnel nécessaire à la mise en œuvre des différentes prestations de façon détaillée).

Ce document permet d'analyser l'activité du titulaire et la mise en œuvre des différentes prestations ainsi que certaines données épidémiologiques.

Le titulaire s'engage à expliciter chaque année de manière comparative les résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus.

L'ensemble de ces remontées pourront servir de base aux échanges lors des instances de suivi.

Le titulaire s'engage à participer aux enquêtes demandées par la CNAM et/ou le CETAF dans le cadre de ses missions.

Les statistiques ainsi établies doivent permettre au titulaire de tenir un tableau de bord de son activité. Cet outil est transmis à la Caisse primaire de la Loire, chaque mois.

## 5.2. Instance de suivi et de coordination

Les parties conviennent d'échanger et de suivre l'activité tous les trimestres suite aux remontées COG et plus selon les besoins.

Un bilan annuel sera également réalisé en présentiel avec les 2 parties.

Durant ces rencontres, le titulaire devra notamment rendre compte de différentes informations, selon les éléments indiqués dans le présent CCTP.

Le titulaire s'engage à participer aux réunions nationales et régionales organisées par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, le Centre Technique d'Appui et de Formation des Centres d'Examen de Santé ou la cellule de coordination régionale de gestion du risque.

Les modalités de suivi statistiques et de coordination envisagé avec la Cnam de la Loire seront précisées dans le mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 4 : Suivi d'activité –démarche qualité

## 5.3. Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage se tiendra dans les locaux de l'organisme (10 Allée des Artilleurs, 4200 Saint-Etienne), le mercredi 3 décembre 2025.

# 6. QUALITE DE SERVICE

## 6.1. Accueil du public

Le titulaire s'engage à réaliser la totalité de l'accueil des consultants, dès le démarrage de l'activité du centre.

Pour les personnes en situation difficile (publics précaires, personnes allophones...), il prendra les dispositions adéquates en vue de faciliter leur accueil et de leur apporter l'aide nécessaire dans le remplissage du questionnaire, ainsi que dans la compréhension des différents examens subis.

Le titulaire prendra par ailleurs toutes mesures destinées à mesurer de manière régulière la satisfaction des consultants (questionnaire de satisfaction proposées par le CETAF notamment), tant au regard de l'accueil qu'à celui de l'examen, et en tiendra la CPAM informée.

Le titulaire appliquera l'ensemble des consignes et recommandations nationales formalisées par le CETAF en matière de qualité de service apporté au public.

## 6.2. Démarche qualité

### 6.2.1. Protection des données

L'Assurance maladie est responsable du traitement des données personnelles mis en œuvre pour la réalisation des examens de prévention en santé au travers notamment de la mise à disposition de l'outil SAGES2, le titulaire agissant en qualité prestataire de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

A ce titre, il s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel ou

tout sous-traitant, qu'elle aura préalablement déclaré, pour la réalisation des missions confiées :

- À respecter l'ensemble des obligations prévues par le Code de la santé publique ;
- À ce que la collecte des données serve les seules finalités déterminées dans le présent accord-cadre sans impliquer des données inadéquates, non pertinentes ou excessives au regard de ces finalités ;
- À ce que l'accès aux données soit strictement réservé aux personnes habilitées et à ce que les accès physiques ou informatiques à ces données répondent aux exigences imposées par l'état de l'art en termes de sécurité ;
- À ce que la conservation des données en dehors de SAGES soit limitée aux nécessités liées à la nature des données traitées ;
- À mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées et à prendre toutes les précautions utiles pour la préservation de la sécurité des fichiers informatiques et notamment pour empêcher que les données qu'ils contiennent ne soient déformées, endommagées, altérées, perdues ou communiquées à des personnes non autorisées et pour éviter toute utilisation détournée ou frauduleuses des données ;
- À réaliser, pendant l'exécution du marché, toutes les mises à jour du système SAGES et prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux règles plus restrictives qu'une législation relative à la protection de ces données pourrait imposer ;
- À ne pas exploiter ou utiliser les données pour le compte d'un tiers sans autorisation expresse de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ;
- À ne pas céder ou transmettre les données à un tiers non autorisé.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des instructions émises par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Loire.

Le titulaire s'engage à rédiger un Plan d'assurance sécurité visant à garantir la protection des données personnelles et la confidentialité des données, et à assurer la conformité du traitement des données au RGPD.

Les modalités de suivi de la qualité seront précisées dans le mémoire technique : critère 1 valeur technique- sous critère 4 : Suivi d'activité –démarche qualité

## 6.2.2. Conservation des données

Les dossiers sont conservés par le titulaire. Les catégories d'informations traitées, dont la finalité est de gérer les dossiers de santé des consultants, sont :

- les données d'identification : nom, prénom, date de naissance, adresse, téléphone, sexe, NIR...
- les données concernant la vie personnelle : situation familiale, situation professionnelle, risques professionnels, niveau d'études, illettrisme, modes de vie, difficultés financières...
- les données de santé : résultats biologiques, ECG, mesures biométriques, tension, spirométrie, audiométrie, état de santé général des parents et enfants, antécédents personnels des enfants, traitements en cours, IST, tabacologie, alcoologie, sérologie...

Les données proviennent des assurés et des examens de santé.

Le personnel habilité du titulaire du marché a accès aux informations dans le strict respect du secret professionnel et dans la stricte mesure où ces données sont nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées.

Les données recueillies ne doivent pas être conservées au-delà des durées nécessaires à leur gestion.

Les données de santé sont conservées 20 ans à compter de la dernière date de consultation.

En cas de cessation d'activité, le titulaire s'engage à en informer le consultant par écrit et lui indiquer la possibilité, dans un délai raisonnable, de :

- Restitution directe de son dossier
- Transfert de son dossier auprès du médecin de son choix.

En l'absence de réponse dans ledit délai de la part du consultant, il appartient à la structure de prendre toute mesure jugée utile pour la préservation des droits de la personne.

En cas de changement d'opérateur, le titulaire s'engage à organiser la mise à disposition de chaque dossier médical auprès de son successeur qui aurait en charge les mêmes missions.

Préalablement à cette mise à disposition, le titulaire devra :

- En informer le consultant concerné par écrit, en lui indiquant la possibilité, sauf opposition de sa part, pour le successeur et son personnel d'avoir accès au dossier médical en cas de nécessité ;
- En cas de refus, lui indiquer la possibilité de restitution directe de son dossier ou de transfert auprès du médecin de son choix.

Dans le cas où le consultant décède moins de dix ans après sa dernière consultation, le dossier est conservé pendant une durée de dix ans à compter de la date du décès.

Ces délais sont suspendus par l'introduction de tout recours gracieux ou contentieux tendant à mettre en cause la responsabilité médicale du ou des professionnel(s) de santé intervenant dans le cadre des missions imparties au titulaire.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » et au Règlement général sur la protection des données (RGPD), les droits d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de portabilité s'exercent auprès du médecin responsable du CES, accompagnés d'une copie de la pièce d'identité.